

Maître d'ouvrage :

IMT MINES ALES
6 Avenue de Clavières
30 319 ALES Cédex



IMT Mines Alès
École Mines-Télécom

TRAVAUX DE REQUALIFICATION DU CAMPUS CLAUDIE HAIGNERE SITE CLAVIERES - ALES

D.C.E.

Dossier de Consultation des Entreprises

Marché de travaux

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Août 2025

Maîtrise d'œuvre



760 Chemin du Mas de la Bedosse
Pist OASIS - BP 50257
30105 ALES CEDEX
T. 04 66 54 30 00
E. info@gaxieu.fr

SOMMAIRE

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	4
1.2. MAITRE D'OUVRAGE	4
1.3. MAITRE D'ŒUVRE	4
1.4. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	4
1.5. CONTROLE TECHNIQUE	4
1.6. COORDINATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE (S.P.S) – Niveau II	4
1.7. TITULAIRE DU MARCHÉ	4
1.7.1 Co-Traitance	5
1.7.2 Sous-Traitance	5
1.7.3 Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	5
Article 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
2.1. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
2.1.1 Pièces particulières	6
2.1.2 Pièces générales	6
2.2. ORDRE DE SERVICE	6
2.3. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS CONFIES A L'ENTREPRISE	6
2.4. ASSURANCES	6
Article 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	7
3.1. INDEMNITES DUES AU TITRE DU FRACTIONNEMENT PAR TRANCHE	7
3.2. VARIATION POUR LES PRIX	7
3.2.1 Modalités d'actualisation des prix	7
3.2.2 Choix de l'index	7
3.3. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
3.3.1 Demandes de paiement mensuelles	7
3.3.2 Acomptes mensuels	8
3.4. PRESENTATION DES DECOMPTES	8
3.4.1 Application de la T.V.A	8
3.4.2 Décompte final	9
3.5. REGIME DES PAIEMENTS	9
3.5.1 Délai de paiement	9
3.6. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	9
3.6.1 Désignation des sous-traitants en cours de Marché	9
3.6.2 Modalités de paiement direct	9
3.7. REPARTITION DES PAIEMENTS	10
3.8. CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	10
3.8.1 Règlement des ouvrages ou prestations faisant l'objet du Marché	10
3.8.2 Sous-détail de prix	10
Article 4 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	10
4.1. RETENUE DE GARANTIE	10
4.2. AVANCE FORFAITAIRE	10
Article 5 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET RETENUES	11
5.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	11
5.2. PENALITES POUR RETARD	11
5.3. PENALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	11
5.4. PENALITES RELATIVES A L'INSERTION PAR L'ECONOMIE	11
5.5. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	11
5.6. REUNIONS DE CHANTIER	12

5.7. REMISE EN ETAT DES LIEUX	12
5.8. DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	12
Article 6 - PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET MATERIELS	13
6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
6.2. LABEL – MARQUES – BREVETS.....	13
Article 7 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	14
7.1. PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	14
7.2. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	14
7.2.1 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etude de détails.....	14
7.2.2 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	14
7.2.3 Obligations de l'entrepreneur (circulaire n098.27 du 19/02/1998 concernant le travail illégal).	14
7.2.4 Constations et constats contradictoires.....	14
7.3. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	14
7.4. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER.....	15
7.4.1 Principes généraux.....	15
7.4.2 Autorité du coordonnateur SPS.....	15
7.4.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	15
7.4.4 Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants.....	15
7.4.5 Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.	15
7.5. PREVENTION DES RISQUES.....	15
7.6. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTIONS	15
Article 8 - CONTROLE, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX	16
8.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES	16
8.2. RECEPTION.....	16
8.3. RECEPTION PARTIELLE	16
8.4. GARANTIE	16
8.4.1 Garanties particulières	17
8.5. REFECTION DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE	17
8.6. OBLIGATION DE PARFAIT ACHEVEMENT.....	17
8.7. RESILIATION DU MARCHE – MESURES COERCITIVES.....	17
8.8. ATTRIBUTION DE COMPETENCE	17
Article 9 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux d'aménagement de l'Eco-Campus IMT MINES ALES, site Clavières sur la commune de Alès.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées aux Bordereau des prix Unitaires (B.P.U), dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et au dossier des plans.

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement, du domicile élu par l'Entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au Marché seront valablement faites par l'IMT NORD EUROPE, jusqu'à ce que l'Entrepreneur ait fait connaître, au représentant légal de la collectivité, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Description des travaux :

- ⇒ Etudes préliminaires avant travaux,
- ⇒ Etude, documents et prestations générales durant les travaux,
- ⇒ Travaux de démolition et de dégagement des emprises,
- ⇒ Travaux d'installations de chantier,
- ⇒ Travaux de terrassement généraux,
- ⇒ Travaux de réseau d'éclairage public,
- ⇒ Travaux de réseau d'eau pluvial,
- ⇒ Travaux de bordures et caniveaux,
- ⇒ Travaux de revêtement,
- ⇒ Travaux d'aménagements paysagers,
- ⇒ Travaux de génie civil,
- ⇒ Travaux de serrureries.

1.2. MAITRE D'OUVRAGE

Dès la notification du marché le maître d'ouvrage désignera le représentant du pouvoir adjudicateur, personne physique dument habilitée à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché. D'autres personnes physiques pourront être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

1.3. MAITRE D'ŒUVRE

Le Maître d'œuvre est chargée d'une mission témoin complète, sans mission EXE et donc limitée au VISA des études d'exécution, réalisées aux frais et par l'entrepreneur.

1.4. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

Cette mission sera assurée par le Maître d'œuvre.

1.5. CONTROLE TECHNIQUE

Sans objet.

1.6. COORDINATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE (S.P.S) – Niveau II

La désignation du coordonnateur SPS interviendra ultérieurement

1.7. TITULAIRE DU MARCHÉ

Cet article précise l'article 3.4.1 du CCAG Tx

Dès la notification du marché le titulaire désignera une personne physique dument habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Toute modification survenant au cours du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- A sa raison sociale, sa dénomination, la répartition de son capital et des personnes physiques ou morales qui le contrôlent.

Seront notifiés sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur

Le non respect des directives et observations de la maîtrise d'œuvre ou l'absence de capacité à les mettre en œuvre permettront à la maîtrise d'œuvre d'écarter de cette représentation, sur lettre recommandée adressée au titulaire, la personne physique habilitée à le représenter. Le titulaire aura 5 jours calendaires à réception de cet avis pour désigner une autre personne physique habilitée à le représenter.

1.7.1 Co-Traitance

Cet article précise l'article.3.5 du CCAG

Toute décision, notification ou information de toute sorte ne sera communiquée qu'au seul mandataire du groupement. Seul ce mandataire est habilité à transmettre toute demande au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage.

1.7.2 Sous-Traitance

Cet article précise l'article .3.6 du CCAG

L'article 3.6 du CCAG s'applique aux sous-traitants directs comme indirects.

Il est précisé qu'aucun sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur le chantier sans que le représentant du pouvoir adjudicateur ne l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement.

L'intervention du sous-traitant doit également être précédée d'une transmission de son P.P.S.P.S au coordonnateur S.P.S et / ou à défaut, au représentant de la maîtrise d'œuvre

Tout document émanant du sous-traitant doit être transmis par le titulaire du marché avec sa validation. Seul le représentant du titulaire du marché a qualité pour présenter les observations, réserves, demandes du sous-traitant.

1.7.3 Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 46.1.2 du CCAG-Travaux, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.

Cet article déroge à l'article 4 du C.C.A.G

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes et prévalent les unes contre les autres dans l'ordre décroissant suivant :

2.1.1 Pièces particulières.

- ⇒ L'Acte d'Engagement (A.E),
- ⇒ Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U),
- ⇒ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- ⇒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- ⇒ Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E),
- ⇒ Le Mémoire justificatif détaillé,

En cas de contradiction ou de divergence entre les stipulations des pièces constitutives du marché celle-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

2.1.2 Pièces générales.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (mois défini à l'article 3.3) :

- ⇒ Les normes N.F de l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R), applicables aux présents travaux et à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.
- ⇒ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicables aux Marchés Publics de Travaux passés au nom de l'État et des collectivités, pour les fascicules concernés par les présents travaux, en vigueur à la date d'établissement des documents d'appel d'offres.
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux Marchés Publics de Travaux selon le Décret n° 0227 du 1 octobre 2009 et son annexe connus à la date d'établissement des documents de la consultation.

2.2. ORDRE DE SERVICE

Les travaux commenceront à compter de la réception de l'OS précisant le démarrage du chantier – *Article 3.8 CCAG Travaux.*

2.3. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS CONFIES A L'ENTREPRISE

Cet article précise l'article 5 du CCAG

Les obligations générales de confidentialité et la protection des données à caractère personnel sont celles de l'article 5 du C.C.A.G.

Les entreprises candidates ayant retiré un dossier de consultation s'interdisent de divulguer ou de dupliquer tout ou partie des informations et pièces (écrites ou graphiques) du présent marché ou mises à disposition dans le cadre de celui-ci, comme d'en faire un usage autre que celui pour lesquelles elles sont mises à disposition.

La totalité des pièces du D.C.E demeure la pleine et entière propriété du Maître d'œuvre.

Toute infraction au présent article pourra entraîner les poursuites prévues par le législateur, notamment sur la protection de la propriété intellectuelle.

2.4. ASSURANCES

Cet article précise l'article 9 du CCAG

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de ses prestations, le Titulaire devra justifier qu'il est titulaire au moyen, d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie de :

- Une assurance garantissant les tiers en cas d'accident et/ou de dommages corporels et / ou matériels causés directement ou indirectement par l'exécution de son marché, et qu'il a réglé les primes afférentes à cette assurance.
- L'assurance, éventuellement jointe à l'offre et dans ce cas annexé au présent marché, des garanties particulières contractuelles.

De plus, pour le cas où il serait utilisé des produits et / ou des procédés de construction dits de "TECHNIQUE NON COURANTE", le Titulaire devra justifier la souscription d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil spécifique aux produits et / ou procédés de construction employés ou, à défaut, d'un avenant à la police principale portant extension de garantie des garanties offertes par ladite police.

Le Titulaire devra produire la justification que les fabricants de ces produits et / ou procédés de construction sont couverts au titre de l'assurance obligatoire pour les "ELEMENTS POUVANT ENTRAINER LA RESPONSABILITE SOLIDAIRE".

Article 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1. INDEMNITES DUES AU TITRE DU FRACTIONNEMENT PAR TRANCHE

Aucun rabais ni aucune indemnité de dédit ou d'attente ne sera due en cas de forme de marché fractionné à tranches.

3.2. VARIATION POUR LES PRIX

Cet article précise l'article 10.4 du CCAG

Les dispositions des articles R.2191-27, R.2191-28 et R.2191-29, du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics, sont applicables.

Les répercussions sur les prix du Marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par des stipulations ci-après :

- ⇒ Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées au 3.3.1 et au 3.3.2.
- ⇒ Les prix du Marché sont réputés établis à la date de remise de l'offre, sur la base des conditions économiques en vigueur.

3.2.1 Modalités d'actualisation des prix.

L'actualisation est effectuée par application au montant des prix d'un coefficient d'actualisation (C) donné par la formule :

$$C. = \frac{I(d-3)}{I_0}$$

Dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro (**Octobre 2021**) et à la date antérieure de 3 mois à la date de démarrage des travaux fixée par l'ordre de service.

3.2.2 Choix de l'index

L'index I de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation du prix des travaux est :

Index TP 01 – index général tout travaux

3.3. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

3.3.1 Demandes de paiement mensuelles.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA. Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14. 1 s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Lorsque des réfections ont été fixées par application du présent C.C.A.P., elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

La demande de paiement est datée. Sa bonne et due forme est estimée par le maître d'œuvre et Pouvoir adjudicateur par la présence sur le document des éléments suivants :

- la raison sociale de l'entreprise et ses coordonnées
- le numéro d'ordre ainsi que la date d'émission
- la référence au marché (numéro de marché, nom du marché)
- le nom et les coordonnées du Pouvoir adjudicateur
- le détail des éléments facturés en rapport étroit avec la décomposition de prix forfaitaire
- la monnaie
- en cas d'acomptes, le montant total hors taxes, le niveau d'avancement, la déduction des éventuels cotraitants hors taxes, la déduction des éventuels sous-traitants hors taxes, la déduction des précédents acomptes
- le montant hors taxes, le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée, le montant toutes taxes comprises
- le rappel des conditions de règlement en vertu du C.C.A.P.
- le montant toutes taxes comprises en lettres
- le montant des réfections
- en cas de groupement, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant T.T.C. ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies H.T. et T.T.C.
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux

- stipulations du marché
- la signature de la personne habilitée à représenter l'entreprise telle qu'elle a été définie dans l'acte d'engagement

Tout manquement à ces obligations simplement constaté par le maître d'œuvre et le Pouvoir adjudicateur entraînera une suspension du délai global de paiement sans que l'Opérateur économique puisse prétendre à intérêt moratoire".

3.3.2 Acomptes mensuels.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au représentant du pouvoir adjudicateur de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Le délai global de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'œuvre, en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

À compter de la date de réception de la demande de paiement en bonne et due forme chez son premier destinataire, un délai global de paiement de trente jours maximums commence à courir. La répartition des traitements de la demande de paiement est ainsi définie :

- huit jours de validation chez le maître d'œuvre
- douze jours chez le Pouvoir adjudicateur jusqu'au mandatement
- dix jours chez le comptable public pour le paiement

Ne pourront être payés que des montants effectivement dus, en adéquation avec le principe de la comptabilité publique qui veut que ne soient payés que des services réellement et préalablement effectués.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

En cas de dépassement du délai global de paiement, les intérêts moratoires seront dus au titulaire sans qu'il ait de démarche particulière à engager. Il suffira de faire la différence entre la date de paiement et la date prévue par le délai global de paiement. Le nombre de jours calendaires ainsi déterminé servira de base pour le calcul des intérêts moratoires (x jours de retard multipliés par le taux légal d'intérêts moratoires au jour du paiement réel ramené à la journée).

Quant à la répartition des responsabilités, elle se fera en comparant les dates prévisibles de validation par le maître d'œuvre, de mandatement par l'ordonnateur et de paiement par le comptable public. Chacun sera responsable du dépassement de son propre délai.

Le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage".

3.4. PRESENTATION DES DECOMPTES.

3.4.1 Application de la T.V.A

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

- Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels.

A/ Avant la fin de chaque mois, l'Entrepreneur remet au Maître d'œuvre en 3 exemplaires sur le modèle fourni par le Maître d'ouvrage, un projet de décompte établissant le montant total arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre, du fait de l'exécution du Marché depuis le début de celui-ci, ce montant est établi à partir des prix de base, c'est-à-dire figurant dans le marché, y compris les rabais ou pénalités qui peuvent y être indiqués mais sans actualisation, ni révision des prix et hors T.V.A.

B/ Après vérification et éventuellement rectification du projet de décompte, le Maître d'œuvre établira un état d'acompte, conformément aux dispositions de l'article 13.2.1 du C.C.A.G.

C/ Le maître d'œuvre notifiera l'état d'acompte à l'Entrepreneur.

D/ Le paiement de l'acompte, dans les conditions prévues en 3.5, interviendra dans les 30 jours au plus tard à compter de la date à laquelle le projet de décompte aura été remis par l'Entrepreneur au Maître d'œuvre.

3.4.2 Décompte final.

Le décompte final sera établi conformément à l'article 13.4 du C.C.A.G

3.5. REGIME DES PAIEMENTS

Il est rappelé qu'en application de l'article L.2191-3 du Code de la Commande Publique, les règlements d'avances et d'acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Les sommes dues en exécution du marché seront payées selon les dispositions des articles R.2191-20 et R.2191-26 du Code de la Commande Publique relatif aux Marchés Publics.

3.5.1 Délai de paiement.

Le point de départ du délai de paiement est formé par la date de réception par le Maître d'œuvre du projet de décompte établi par l'entrepreneur.

Ce point de départ pourra être suspendu selon les dispositions de l'article 2 du décret 2002-232 du 21 février 2002 modifié et notamment :

- Si les prestations ne sont pas effectuées, en tout ou partie, au jour de la demande d'acompte.
- Si la demande d'acompte est incomplète, le Maître d'ouvrage notifie alors une suspension de délai.
- Si une demande de saisie de fonds est effectuée auprès du comptable assignataire des paiements.
- Tant que le Décompte Général n'est pas accepté.

Le délai global de paiement expire à la date à laquelle le comptable assignataire des paiements effectue les formalités nécessaires au virement des sommes dues, article 15 du décret du 4 février 1965.

Le délai maximum de paiement du présent marché est de 30 jours.

Le taux d'intérêt légal à prendre en compte pour le calcul des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir plus sept points.

3.6. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ

3.6.1 Désignation des sous-traitants en cours de Marché.

Les conditions du régime de la sous-traitance sont celles définies par la loi n°75-1334 du 31.12.1975, du décret 76-476 du 31.05.1976 et des textes subséquents.

Les dispositions relatives à la sous-traitance décrites aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique s'appliquent au présent marché.

3.6.2 Modalités de paiement direct.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation, par celui-ci, de la somme à payer éventuellement à chacun des Entrepreneurs, conjoints ou solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le Marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au marché assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision, ou actualisation, des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des Entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision, ou actualisation, des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'Entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Les dispositifs d'avances forfaitaires prévues à l'article L2191-1 du Code de la Commande Publique ne s'appliquent aux sous-traitants que dans les cas prévus aux articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la Commande Publique.

3.7. REPARTITION DES PAIEMENTS

En cas de groupement solidaire, un compte unique de transfert sera ouvert au nom du groupement.

En cas de groupement conjoint, un tableau d'éclatement des montants dus aux différents opérateurs économiques sera présenté au plus tard avec la première situation, signé de tous les membres du groupement.

3.8. CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

3.8.1 Règlement des ouvrages ou prestations faisant l'objet du Marché.

Il sera réglé par des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Les projets de décompte seront réalisés sur la base des prix unitaires appliqués aux quantités effectivement réalisées.

3.8.2 Sous-détail de prix.

Cet article précise l'article 10.3 du CCAG

Si le maître d'œuvre l'estime nécessaire, l'Entrepreneur fournira dans un délai de cinq jours ouvrables comptés à partir de la notification de l'Ordre de Service l'invitant à démarrer les travaux, un sous détail de chacun des prix unitaires qui seront dans l'Ordre de Service en question.

Article 4 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.1. RETENUE DE GARANTIE

Il sera procédé sur chaque acompte une retenue de garantie de 5 (cinq) % de la masse initiale des travaux, augmentée, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou sur sa demande et avec l'accord du Maître d'ouvrage par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-32, R.2191-33, R.2191-34, R.2191-36, R.2191-37, R.2191-38, R.2191-39, R.2191-40, R.2191-41, et R.2191-42 du Code de la Commande Publique.

L'entrepreneur précisera dès le démarrage du chantier et avant la première situation le mode de garantie qu'il souhaite faire valoir.

La retenue sera restituée (ou la caution libérée) au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie d'une année ou après la levée des dernières réserves.

4.2. AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire sera accordée au titulaire en application de l'article L.2191-3 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance forfaitaire est fixé, sous réserve des dispositions prévues pour les sous-traitants par l'article du Code de la Commande Publique, à 5 (cinq) % du montant toutes taxes comprises des prestations à exécuter dans les douze mois suivant la date d'effet de l'ordre de service de démarrage du marché.

Une garantie à première demande, ou une caution personnelle et solidaire, sera demandée conformément à l'article R.2191-8 du Code de la Commande Publique avant le versement de cette avance.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance.

A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché. L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des prestations est supérieur à 50 000 € HT.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial. »

Article 5 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET RETENUES

Les pénalités, primes et retenues définies au présent article seront actualisables ou révisables dans les conditions définies à l'article 3.3. Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra être exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

5.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Cet article modifie, précise l'article 19 du CCAG

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement. Les délais contractuels d'exécution intègrent les périodes de congés payés et la période de préparation.

L'ordre de service de démarrage du délai d'exécution intègre le délai de préparation fixé à l'article 7.1 du C.C.A.P.

5.2. PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG,

L'Entrepreneur subira, en cas de non-respect de la date limite d'achèvement des travaux, une pénalité journalière forfaitaire représentant 1/1000^e du montant de son marché pour chaque jour calendaire de retard.

Toutes les pénalités sont cumulables. Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

5.3. PENALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.

Si le cocontractant ne s'acquitte pas de formalités prévues aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, la personne publique, après mise en demeure de régulariser la situation, sera dans l'obligation d'appliquer les pénalités ci-après : 100,00 € H.T

5.4. PENALITES RELATIVES A L'INSERTION PAR L'ECONOMIE.

Nature de la non conformité	Montant en euros Hors Taxe
Non information du candidat les 15 du mois suivant la mise en œuvre de l'action d'insertion auprès du Plie du Alëssis	50 euros par jour calendaire
Non exécution des heures d'insertion	60 euros nets de toutes taxes par heure non réalisée

5.5. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.

Cet article précise l'article 19.2 du C.C.A.G

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours calendaires.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après, lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée	Conditions de reprise
Pluie	5 mm	24h	IPI rétabli (égal ou sup. à 6)
Vent	80 km/h	2h	Vitesse inférieure à 40 km/h
T° air	-5°C	1h	T° sup. à 0°C
T° sol	0°	1h	T° sup. à 2°C

La station météorologique retenue pour l'application de ces dispositions est celle de :

ALÈS.

Quelle que soit la nature des travaux, des jours d'intempéries pourront également être arrêtés selon une procédure de constat contradictoire avec le Maître d'œuvre, et sur demande expresse de l'entreprise, actant de l'impossibilité de poursuivre les travaux dans le respect des prescriptions particulières du C.C.T.P ou générales des pièces citées en 2.1.2.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G, le délai d'exécution des travaux sera prolongé, par ordre de service, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels mentionnés au 3.1.1.a/ aura dépassé son intensité limite, pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, si les documents particuliers du marché prévoient la prolongation du délai d'exécution en fonction de critères qu'il définit, cette prolongation de délai est notifiée au titulaire en récapitulant les constatations faites.

5.6. REUNIONS DE CHANTIER

Les Entrepreneurs sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Maître d'œuvre en accord avec le Maître d'ouvrage ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'Entreprise et donner sur-le-champ les ordres au personnel de l'Entreprise de chantier.

La présence de tous les Entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence de l'Entrepreneur ou de son agent, ou de son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'Entrepreneur défaillant. Le maître d'œuvre se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou co-traitantes en présence du titulaire.

Toute absence de l'Entrepreneur ou de son représentant qualifié aux réunions de chantier, sera pénalisée à raison de 100 € H.T par absence, tout retard supérieur à 15 minutes à la réunion et toute communication téléphonique de l'Entrepreneur pendant cette réunion seront pénalisés à raison de 30 € H.T par constat du Maître d'œuvre. Ces pénalités seront prélevées sur l'acompte à payer.

Dans le cas où l'Entrepreneur ou son représentant n'aurait pas donné suite aux réclamations émanant du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre, figurant sur les comptes-rendus de chantier, il sera pénalisé de 30 € H.T au premier rappel ; 60 € H.T au second rappel et de 150 € H.T par rappel suivant.

Les faits susceptibles de pénalités seront portés à connaissance de l'Entrepreneur par Lettre recommandée adressée par le Maître d'œuvre.

5.7. REMISE EN ETAT DES LIEUX

L'emprise des travaux et les alentours après chantier devront être laissés parfaitement propres et dégagés de tous résidus appartenant à l'Entreprise ou déposés par des tiers en cours de travaux.

En cas de non-observation dans un délai de quinze jours après l'achèvement des travaux, le retard sera décompté comme pénalité de retard applicable à l'ensemble des travaux.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'Entrepreneur après mise en demeure par Ordre de Service et assortie d'une pénalité de 1/2000^{ème} du montant total des travaux par jour de retard calendaire.

5.8. DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En cas de retard pour la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'Entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 3.000 € (trois mille euros) sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G sur les sommes dues à l'Entrepreneur.

En cas de carence de l'Entrepreneur, le Maître de l'ouvrage pourra se substituer à lui pour l'établissement des documents à charge pour l'entrepreneur de régler les dépenses.

Article 6 - PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET MATERIELS

6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Cet article modifie, précise l'article 23 du CCAG

Le C.C.T.P fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

En complément à l'article 23 du C.C.A.G, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au représentant du Maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

L'utilisation par le titulaire de matériau, produit ou composant d'une qualité différente de celle fixée au marché n'est acceptée que si cette validation est inscrite par le représentant du maître d'œuvre au compte rendu de chantier. Cette utilisation doit être soumise par le titulaire à validation de la maîtrise d'œuvre avec tous les documents justificatifs et descriptifs huit jours au moins avant toute mise en œuvre.

La mise en œuvre sans validation préalable est réputée refusée. Sur injonction du maître d'œuvre par ordre de service et dans le délai fixé par cet ordre le titulaire est tenu de mettre en conformité ses ouvrages. Les travaux et l'ensemble des frais nécessaires à la mise en conformité sont à la charge exclusive du titulaire.

6.2. LABEL – MARQUES – BREVETS

De par sa mise en œuvre de produit, matériau ou procédé dans le cadre du marché, l'Entrepreneur est réputé en capacité d'utiliser librement pour ce marché ces produits, matériaux ou procédés couverts par des labels, marques ou brevets. L'Entrepreneur est réputé avoir obtenu les autorisations comme de s'être affranchi des droits et redevances afférents à ces labels, marques ou brevets auprès de leurs propriétaires.

L'acceptation de la mise en œuvre de produit, matériau ou procédé par le maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ne peut former en aucun cas une quelconque responsabilité de ceux-ci dans l'utilisation qui se révélerait frauduleuse par l'Entrepreneur de ces produits, matériaux ou procédé couverts par des labels, marques ou brevets.

Article 7 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG,

La période préparation du chantier est fixée à 30 jours.

L'Entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. et le soumettre au Maître d'œuvre dans un délai de dix jours suivant la notification du Marché.

Le calendrier d'exécution détaillera les délais par nature d'ouvrage en précisant la période de préparation, les délais éventuels de livraison, les périodes d'exécution et les délais éventuels nécessaires avant une nouvelle exécution en superposition ou une mise à disposition.

Préavis

Dix jours (10) francs au moins avant la date prévue pour l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur devra faire auprès des distributeurs d'électricité de gaz et d'eau ou de leurs représentants locaux une déclaration d'intention de travaux établis en deux exemplaires sur un imprimé conforme au modèle annexé à l'arrêté préfectoral.

Le délai visé ci-dessus est porté à soixante (60) jours lorsque les travaux envisagés sont susceptibles d'entraîner le déplacement d'un ouvrage de distribution de gaz ou d'eau.

L'Entrepreneur ne pourra ouvrir son chantier que lorsque le distributeur ou son représentant local lui aura communiqué tous renseignements utiles sur l'emplacement des ouvrages de distribution existant dans la zone où se situent les travaux projetés ainsi que les recommandations techniques écrites applicables à l'exécution des travaux à proximité des dits ouvrages.

Le nom, l'adresse et le numéro d'appel téléphonique du service chargé d'intervenir en cas d'urgence devront être affichés dans le(s) bureau(x) de chantier.

7.2. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Cet article modifie, précise l'article 31 du CCAG

7.2.1 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etude de détails

Les plans d'exécution des ouvrages avec les notes de calcul correspondantes, qui seront établis par l'Entrepreneur, feront partie du présent Marché. Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre qui les retournera avec ses observations au plus tard 10 jours après leur réception.

7.2.2 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10%) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent (10%).

Aucun sous-traitant ne pourra être admis sans avoir remis au Maître d'ouvrage les documents ou attestations figurant à l'article R 324-4 du Code du Travail.

7.2.3 Obligations de l'entrepreneur (circulaire n098.27 du 19/02/1998 concernant le travail illégal).

L'Entrepreneur remet au Maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.2.4 Constations et constats contradictoires

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dans les sept jours à compter du jour du constat.

7.3. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 36.1 du C.C.A.G., seul le titulaire est responsable de la gestion de ses déchets.

La soumission d'un S.O.S.E.D, ou de tout document d'organisation du traitement des déchets, avec son offre par le candidat au marché devenu Titulaire rend contractuelles ces dispositions.

Elles s'appliquent à tout opérateur économique intervenant pour le compte du Titulaire, à charge pour ce dernier de les faire respecter.

7.4. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

7.4.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

7.4.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

7.4.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le PPSPS ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;
- le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement, si le coordonnateur exerce une mission pendant cette période ;
- le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage ;
- à la demande du coordonnateur SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

7.4.4 Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

7.4.5 Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint au marché lors de sa notification. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures. »

7.5. PREVENTION DES RISQUES

Il est fait application des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret du 29 décembre 1994. Les travaux à réaliser relèvent de la deuxième catégorie au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers. »

7.6. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTIONS

Cet article modifie, précise l'article 40 du C.C.A.G

La remise des pièces constitutives du Dossier des Ouvrages Exécutés est à la charge de l'Entrepreneur. Sa composition est indiquée au C.C.T.P.

La réception des travaux sera subordonnée à la remise du D.O.E, cette remise étant absolument impérative.

Si la réception des ouvrages est fractionnée, le dossier qui subordonne la réception, comportera les premiers ouvrages à réceptionner puis sera complété au fur et à mesure des demandes des réceptions.

Les plans de récolement seront fournis sous forme d'un CD (DWG et PDF), et de deux tirages papier (tirage plié au format A4). Les autres documents seront fournis en trois exemplaires.

Ces plans comporteront la figuration exacte de toutes les prestations exécutées par l'Entreprise et devront inclure tous les détails nécessaires d'environnement : bâtiments, réseaux posés et découverts, emprises diverses... Ils seront, si besoin, explicités par des calculs de surfaces, détails d'exécution...

En complément de l'article 40 du C.C.A.G, il est stipulé que ces documents doivent comporter, dans le cas d'emploi de matériel étranger, une traduction française et la liste des dépositaires et concessionnaires en France.

Article 8 - CONTROLE, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX

8.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

Les essais et contrôles prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et du C.C.T.P en cours de travaux seront assurés aux frais de l'Entreprise au titre de l'autocontrôle et vérifiés par le Maître d'œuvre.

Les dispositions de l'art. 24 du C.C.A.G, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

8.2. RECEPTION

La procédure de réception se déroulera comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des travaux est fixé à vingt (20) jours à compter de la date de réception de la lettre de l'Entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

Une réception partielle ne pourra être ordonnée pour la mise à disposition d'une partie des ouvrages qu'avec l'accord du Maître d'ouvrage, elle donnera lieu à un constat contradictoire portant sur l'achèvement des ouvrages considérés.

La date d'effet d'une réception partielle comme point de départ des différents délais de garantie ne sera prise en compte que dans le cas de marché fractionné à tranches et pour l'achèvement d'une tranche. Dans tous les autres cas, seule la réception des ouvrages formera le point de départ des garanties.

Le décompte général sera unique pour l'ensemble des travaux du marché, toutes tranches éventuelles confondues.

La réception des travaux prononcée par le Maître d'ouvrage ne pourra pas faire obstacle à l'appel en garantie, même postérieure à cette réception, de l'Entrepreneur pour des dommages causés aux tiers.

8.3. RECEPTION PARTIELLE

Cet article modifie, précise l'article 42 du CCAG

En dehors des cas de marché fractionné à tranches, une réception partielle ne pourra être ordonnée pour la prise de possession d'une partie des ouvrages par le Maître d'ouvrage que sur la demande écrite de ce dernier.

Elle donnera lieu à un constat d'état des lieux contradictoire dressé par le représentant de la maîtrise d'œuvre en présence du titulaire et du représentant du maître d'ouvrage. Il ne portera que les ouvrages faisant l'objet de cette réception partielle. Ce constat sera notifié aux parties par la maîtrise d'œuvre.

La date d'effet d'une réception partielle comme point de départ des différents délais de garantie ne sera prise en compte que dans le cas de marché fractionné à tranches et pour l'achèvement d'une tranche. Dans tous les autres cas, seule la réception des ouvrages formera le point de départ des garanties.

La réception des travaux prononcée par le Maître d'ouvrage ne pourra pas faire obstacle à l'appel en garantie, même postérieure à cette réception, du Titulaire pour des dommages causés aux tiers.

8.4. GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à l'art. 44.1 du C.C.A.G. Il prend effet à compter de la date d'achèvement portée au Procès-verbal de réception des travaux.

L'Entrepreneur s'engage pendant ces délais à effectuer à ses frais sur simple demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage toutes les recherches sur l'origine des désordres, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

8.4.1 Garanties particulières

Si l'Entrepreneur propose, dans son offre d'utiliser des matériaux de type nouveau, il garantira le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux de type nouveau mis en oeuvre sur sa proposition pendant le délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux du présent marché.

Cette garantie pourra être couverte par contrat contractuel d'assurance comme précisé ci-après.

Par ailleurs, cette garantie engage l'Entrepreneur pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du Maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité du produit ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

8.5. REFECTION DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

Les travaux qui ne seront pas exécutés en conformité aux stipulations du Marché, seront repris à la charge de l'Entrepreneur.

Dans le cas où celui-ci ne procéderait pas aux réfections nécessaires dans le délai imparti par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage, après avis de ce dernier, se réserve le droit de les faire exécuter par une autre entreprise de son choix et aux frais exclusifs de l'Entrepreneur attributaire du marché initial.

8.6. OBLIGATION DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est fixé à 12 mois.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévue au CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des tranches ayant fait l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle. »

8.7. RESILIATION DU MARCHÉ – MESURES COERCITIVES

Les dispositions relatives à la résiliation du marché et à l'interruption des travaux, ainsi que les mesures coercitives qui pourraient être prises, sont celles fixées au C.M.P et aux chapitres VI et VII du C.C.A.G Travaux.

8.8. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 9 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du C.C.A.G auxquels il est dérogé	Articles du C.C.A.P portant dérogation
3.4.2	1.7
3.5	1.7.1
3.6	1.7.2
4	2
5	2.3
8	6.2
9	2.4
10.4	3.3
12.4	7.2
13	3.4
19	5.1
20.1	5.2
19.2	5.4
23	6.1
28	7.1
31	7.2
36	7.3
40	7.4
41	8.2
42	8.3
44	8.4

<p>Dressé par le Maître d'œuvre soussigné</p> <p>A.....Le.....</p>	<p>Vu et Approuvé par le Maître d'Ouvrage</p> <p>A.....Le.....</p>	<p>Lu et Accepté par l'Entrepreneur soussigné</p> <p>A..... Le.....</p> <p>(Signature et cachet)</p>
--	--	--